Dynamiques environnementales

Journal international de géosciences et de l'environnement

37 | 2016

L'archipel du Cap-Vert : risques, géopatrimoine et sociétés

Pour un renforcement des capacités de gestion des crises volcaniques au Cap-Vert

Analyse des réponses apportées par les institutions et les populations face à l'éruption du volcan de Fogo de 2014-2015

Strengthening volcanic crisis management capacities in Cape-Verde : Analysis of institutional and social responses facing the eruption of Fogo volcano 2014-2015

Para um reforço das capacidades de gestão das crises vulcânicas no Cabo

Verde : Análise das respostas feitas pelas instituições e as populações em relação à erupção do vulcão de Fogo de 2014-2015

Floriane Chouraqui et Pauline Texier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/dynenviron/825>

DOI : 10.4000/dynenviron.825

ISSN : 2534-4358

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2016

Pagination : 70-97

ISBN : 979-10-300-0067-2

ISSN : 1968-469X

Référence électronique

Floriane Chouraqui et Pauline Texier, « Pour un renforcement des capacités de gestion des crises volcaniques au Cap-Vert », *Dynamiques environnementales* [En ligne], 37 | 2016, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 28 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/dynenviron/825> ; DOI : 10.4000/dynenviron.825

La revue *Dynamiques environnementales* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Le volcan de Fogo en
éruption (cliché : F. Chou-
raqui, 2015).

Pour un renforcement des capacités de gestion des crises volcaniques au Cap-Vert : Analyse des réponses apportées par les institutions et les populations face à l'éruption du volcan de Fogo de 2014-2015

Floriane Chouraqui¹ et Pauline Texier²

Résumé/Abstract/Resumo

Dans les pays dits en développement, l'occurrence de nombreuses éruptions volcaniques récentes soulève la question de la gestion des risques et des catastrophes associés aux phénomènes naturels « extrêmes ». En s'appuyant sur le cas de l'éruption du volcan de Fogo du 23 novembre 2014, à l'origine d'importantes destructions, de l'évacuation et du relogement des populations locales de Chã das Caldeiras, cet article vise à une analyse des rapports de pouvoir au niveau local, articulés à un niveau plus global, et des réponses apportées par les populations et les institutions face aux menaces volcaniques. La remise en cause d'une approche aléa-centrée et top-down en faveur d'une dynamique de résilience sur le long terme mobilisant les savoirs et ressources de tous les acteurs doit permettre de renforcer les capacités de gestion des risques et des crises volcaniques au Cap-Vert. Centrée sur la vulnérabilité socio-économique des populations face au risque volcanique, l'étude porte également sur les vulnérabilités institutionnelles, « champ qui reste à ce jour largement inexploré, alors qu'il est fondamental à la compréhension des situations de crise » (Morin 2012, Leone 2007).

Strengthening volcanic crisis management capacities in Cape-Verde:

Analysis of institutional and social responses facing the eruption of Fogo volcano 2014-2015.

In the so-called developing countries, the occurrence of many recent volcanic eruptions raises the question of the disaster risk reduction, associated with "extreme" natural phenomenon. Based on the case of Fogo volcano eruption on November, the 23rd of 2014, which caused major destructions, evacuation and relocation of the inhabitants of Chã das Caldeiras, this article aims to analyse the power relationships at the local level, articulated at a more global level, and the responses of local people and institutions to volcanic threats. The dominant top-down approach is being questioned, in favour of a long-term resilience dynamic, mobilizing the knowledge and resources of all stakeholders. It should help to strengthen the capacity to reduce risks and manage volcanic crises in Cape Verde. Focused on socio-economic vulnerability of people in facing volcanic risk, this research also discusses about institutional vulnerabilities, "a field that remains largely unexplored to date, whereas it's fundamental to the understanding of crisis situations" (Morin 2012, Leone 2007).

Para um reforço das capacidades de gestão das crises vulcânicas no Cabo Verde:

Análise das respostas feitas pelas instituições e as populações em relação à erupção do vulcão de Fogo de 2014-2015.

Nos países dits em desenvolvimento, a ocorrência de várias erupções vulcânicas recentes levanta a questão da gestão dos riscos e catástrofes combinados aos fenómenos naturais "extremos". Baseando-se no caso da erupção do vulcão de Fogo no dia 23 de Novembro de 2014, provocando destruições importantes, a evacuação e o realojamento das populações locais de Chã das Caldeiras, este artigo destina-se a uma análise das relações de poder a nível local, pensados a nível mais global, e das respostas feitas pelas populações e instituições perante as ameaças vulcânicas. O questionamento duma perspectiva "top-down" a favor duma dinâmica de resiliência a longo prazo, mobilizando os saberes e recursos de todos os protagonistas, deve permitir reforçar as capacidades de gestão dos riscos e das crises vulcânicas no Cabo Verde. Centrado sobre a vulnerabilidade sócio-económica das populações face ao risco vulcânico, o estudo trata também das vulnerabilidades institucionais, "campo que até agora fica amplamente inexplorado, apesar de ser fundamental na compreensão das situações de crise" (Morin, 2012; Leone 2007).

Mots clés/Key-words/Palavras-chave

Eruption, gestion de crise, Fogo, stratégies adaptatives, accès aux ressources, moyens d'existence, capacités, vulnérabilités, risques.

Eruption, crisis management, Fogo, adaptive strategies, access to resources, livelihoods, capacities, vulnerabilities, risks.

Erupção, gestão de crise, Ilha de Fogo, estratégias adaptáveis, acesso aos recursos, meios de existência, capacidades, vulnerabilidades, riscos.

1. UMR 5193 CNRS LISTT-Dynamiques Rurales, Université Toulouse II - Jean-Jaurès - florianechouraqui@gmail.com

2. UMR 5600 CNRS Environnement Ville Société (EVS), Université de Lyon, Lyon 3 Jean Moulin - pauline.texier@univ-lyon3.fr

photo 1 : Le village vue de la bordera avec le Pico de Fogo en arrière-plan (cliché : E. Senial, 2013).

Introduction

L'éruption de Fogo du 23 novembre 2014 constitue un événement majeur tant sur le plan scientifique que sociétal. Cette catastrophe est en effet révélatrice de problèmes organisationnels et stratégiques en matière de gestion de crise, ancrés dans une idéologie spécifique. Elle est aussi emblématique d'une conception duale de la nature entre ressource et menace. L'analyse des réponses et stratégies opérationnelles institutionnelles et sociétales face à la crise et après celle-ci, permet de mieux comprendre les motivations sous-jacentes des acteurs du territoire et d'interroger la pertinence des différentes approches idéologiques de la gestion des risques et des catastrophes. En matière de reconstruction post-catastrophe, cette étude a pour but de questionner les facteurs de résilience construits avant, pendant et après la crise, ainsi que le rôle joué par les différents acteurs du territoire.

Après une présentation du cadre géographique et historique (partie I), les dispositifs de gestion des risques et des crises mis en place entre l'avant-dernière éruption de 1995 et celle de 2014-2015 seront présentés et discutés par rapport à leurs impacts sur les capacités de résilience sociétale (partie II). En réponse aux déficits cindynogènes institutionnels identifiés, seront

analysées les stratégies adaptatives sociétales mises en place pendant et après l'éruption (partie III). En conclusion, sera discutée la pertinence du concept de résilience au regard du cas de Fogo, base d'une réflexion sur les solutions envisageables pour optimiser la gestion des crises volcaniques.

Cet article s'appuie sur des investigations de terrain menées entre 2010 et 2016 à Fogo, tout d'abord dans le cadre du Programme Européen MIA-VITA (7^e PCRD), puis dans celui d'une thèse portant sur la gestion partagée d'un territoire habité, protégé et exposé au risque volcanique (Floriane Chouraqui, en cours).

Des données ont été collectées avant, pendant et après l'éruption de Fogo selon 3 approches : (1) Qualitative, par des entretiens semi-dirigés auprès des acteurs ; (2) Quantitative et spatiale, par une campagne de questionnaires auprès des habitants de Chã das Caldeiras pendant l'éruption (128 personnes ont été interrogées, soit 13,27 % de la population totale) ; (3) Filmique, par la réalisation du film de recherche *Fogo Na Boca* (2015, 38').

figure 1 : Repères géographiques et historiques à Fogo (sources : Chouraqui F., 2016 et frise chronologique des éruptions à Fogo à partir du chapitre 1. Histoire des éruptions, Ribeiro, p.225-266).

I- Dans la bouche du volcan de Fogo, au Cap-Vert

« Fogo est mon nom de baptême, Fogo c'est la lave du volcan,
Fogo c'est le sang dans mes veines,
Fogo, amour dans le cœur. »

*Fogo é nha nome botismo, Fogo é laba burcam, Fogo, sangue
na beia, Fogo, amor na coracan.*

Poème de Pedro Cardoso cité dans *Ilha de Fogo*
(Ribeiro, 1954)

Depuis sa découverte par les Portugais en 1456, Fogo est la seule île de l'archipel cap-verdien pour laquelle des éruptions historiques ont été rapportées avec un total de 27 éruptions, dont 11 à l'intérieur de la caldera (**figure 1**). Véritable enclave par rapport au reste de l'île, la caldera est enserrée dans l'hémicycle de la *bordeira*, un escarpement abrupt qui s'étend sur 20 km de long et surplombe de 800 à 1 000 m le fond de la caldera, gardée à l'est par le Pico de Fogo (**photo 1**). La fréquence importante des éruptions dans son enceinte et la beauté inquiétante de son paysage ont façonné une image effrayante et répulsive de ce territoire, considéré pendant des siècles comme inadéquat au peuplement humain. Bien que les terres soient particulièrement fertiles, elles sont restées en dehors des espaces habités et cultivés, avec un usage des ressources naturelles se limitant au pâturage du bétail ou à l'extraction de matériaux volcaniques à partir du XVIII^e siècle (Ribeiro, 1954).

Ce n'est qu'à partir de 1917 que le processus de peuplement de la caldera a débuté, à la suite de famines (*Fome grande*) causées par des sécheresses sur plusieurs années consécutives, qui ont poussé les hommes à mettre en valeur des terres nouvelles plus fertiles. Le microclimat, la présence d'une source d'eau (bouchée depuis l'éruption de 1951) et de plantes médicinales (Santos, 2015) ont également motivé cette installation dans la caldera.

Si l'agriculture y demeure aujourd'hui l'activité principale pour la grande majorité des 287 familles y résidant, dès l'éruption de 1995, le développement touristique a pris de l'importance, profitant d'une soudaine médiatisation nationale et internationale. Des visiteurs étrangers (surtout européens) et cap-verdiens viennent ainsi chaque jour visiter le village de Chã das Caldeiras, goûter les produits locaux (vin, fromage), réaliser l'ascension guidée du Pico de Fogo ou encore acheter un objet en pierre de lave, typique de l'artisanat local (**photo 2**). Les différentes activités liées au tourisme (maisons d'hôtes, guides de montagne, artisanat, commerces) sont ainsi devenues complémentaires de l'agriculture et constituent aujourd'hui le deuxième secteur d'activité du village.

Considérée pendant des siècles comme un « enfer inutile » (entretien avec la volcanologue C. Romero, 2012), la caldera est ainsi devenue en moins d'un siècle « le moteur du développement de l'île de Fogo et de la municipalité de Santa Catarina » (M. Augusto Mendes, professeur de gestion et de tourisme spécialiste de Fogo, cité dans Nunes, 2015). Les habitants, qui ont su exploiter et valoriser le fort potentiel agricole et plus récemment touristique de la caldera, ont développé une relation ambivalente avec le volcan et se sont progressivement appropriés ce milieu volcanique hostile. Se considérant comme « les seuls à avoir lutté

afin d'en valoriser le potentiel économique » (Nunes, 2015), revendiquant une quasi-autonomie, ils s'opposent souvent aux pouvoirs publics, refusant d'obéir aux normes susceptibles de remettre en cause des bénéfices économiques durement acquis. Cet esprit indépendantiste est hérité de l'époque coloniale portugaise : tandis que le Cap-Vert était, jusqu'à l'indépendance en 1976, sous le joug d'un cadre autoritaire et répressif, Chã das Caldeiras, de par son isolement, y avait échappé. Ainsi, Pedro Danilo Fontes, originaire de Chã, explique, non sans fierté : « Mes ancêtres, abandonnés par le gouvernement et les autorités, ont conquis ce désert pour échapper à la faim et à la pauvreté, et ont fait de ce site ce qu'il est aujourd'hui » (Pedro Danilo Fontes, mars 2012).

Chã das Caldeiras est donc, à l'image de son volcan, marqué par une ambivalence, entre fortes potentialités et hautes menaces volcaniques. Ainsi, en 63 ans, le village a été affecté par trois éruptions (**figure 1**) : la plus récente (2014-2015) a duré 77 jours, du 23 novembre 2014 au 07 février 2015 (Bruno Faria, janvier 2016). Particulièrement destructrice, elle a pratiquement rasé le village de la carte, détruisant plus de 230 bâtiments, soit la presque totalité des habitations et l'ensemble des pensions hôtelières (**photo 3**). Elle a également détruit toutes les infrastructures sociales (écoles, centre de santé et églises), une partie des infrastructures économiques et environnementales (Coopérative vino-viticole, 120 hectares de terrains agricoles cultivés, 1 000 têtes de bétail et le siège fraîchement inauguré du Parc Naturel). Ces pertes, particulièrement lourdes pour l'économie locale, sont estimées par le gouvernement du Cap-Vert à 50 millions d'euros (UNDAC et Bureau des Nations-Unies du Cap-Vert, 2014), soit 10 % de l'économie de l'île de Fogo.

Conformément aux objectifs prioritaires institutionnels, aucune perte humaine n'est à déplorer. En revanche, les moyens d'existence de cette population ont été fortement endommagés, voire pour certains anéantis, et la capacité de cette société à se relever de cette crise est extrêmement réduite. Les habitants ont été évacués, secourus alors que leur vie n'était raisonnablement pas en danger, mais leurs biens et moyens de production n'ont fait l'objet d'aucun sauvetage par les autorités, favorisant ainsi les dégâts matériels dont la perte du bétail, compromettant leurs chances de se réhabiliter. En conséquence, un fort clivage a divisé les acteurs institutionnels responsables de l'alerte et de la gestion de crise, convaincus d'avoir réussi une gestion de crise exemplaire, et les populations cibles de cette gestion, qui ont déploré l'inadaptation de l'aide apportée.

Sur les 1 076 personnes évacuées de la zone, 929 ont été réinstallées dans des centres d'hébergement temporaire et dans les maisons qui avaient été construites suite à l'éruption de 1995 puis désertées 2 ans plus tard, tandis que d'autres ont trouvé refuge dans les maisons familiales. Seule une petite partie de la population (entre 20 et 40 individus) avait choisi de rester vivre dans la caldera. Pourtant, comme ce fut le cas après l'éruption de 1995 et de nouveau en opposition avec les décisions gouvernementales, Chã das Caldeiras, en particulier Portela, est en plein processus de reconstruction informelle. Actuellement (décembre 2016), c'est approximativement une centaine de personnes qui ont choisi de remonter s'installer

photo 2 : Le volcan comme ressource agricole (les vendanges à Dje de Lorna) et touristique (S. Noias et son magasin de souvenirs, clichés : F. Chouraqui, 2013).

photo 3 : L'évacuation du village au troisième jour de l'éruption avec en arrière plan, la coulée de lave qui se dirige inexorablement vers le village (cliché : communication personnelle, novembre 2014).

dans la caldera pour tenter un nouveau départ malgré cette expérience de destruction massive, refusant de vivre dans les villages de relogement.

II- Une construction politique du risque

Au cours des 19 années séparant les deux dernières éruptions de Fogo, la gestion des risques volcaniques au Cap-Vert a incontestablement progressé, puisqu'il n'existait ni dispositif de surveillance, ni organisme en charge de la gestion des risques. Dans ce contexte, quels ont été les points forts et les points faibles de la gestion des risques volcaniques avant et pendant l'éruption de 2014-2015 ? Qui en ont été les principaux acteurs et comment leurs relations ont-elles influencé la gestion de cette crise volcanique ?

A- Des dispositifs de gestion des risques aléa-centrés

Des mesures préventives inefficaces

Le Service National de Protection Civile (SNPC) est la structure en charge de la gestion des risques au Cap-Vert depuis 1996. Bien que le gouvernement fût déjà en pleine réflexion à son sujet, le SNPC n'existait donc pas encore lors de la dernière éruption en 1995, qui a probablement précipité sa mise en place. Il est ensuite devenu opérationnel à partir de 1998, pour être officiellement promulgué par la loi du 19 avril 1999 (Loi n° 100/99). Au niveau régional (pour l'île de Fogo), il a fallu attendre la fin de l'année 2012 pour que la Protection Civile municipale de Santa Catarina devienne opérationnelle.

Le SNPC possède quatre objectifs fondamentaux, à savoir : (1) prévenir les catastrophes ; (2) en atténuer les risques et en limiter les impacts ; (3) porter secours et assistance aux personnes en danger ; (4) contribuer à un retour à la normale dans les zones sinistrées.

En matière de prévention des risques, la protection civile a été à l'initiative d'un exercice de simulation grandeur nature d'une éruption volcanique en juin/juillet 2006 à Fogo. Celui-ci a été mené en partenariat avec les entités concernées, avec la participation spéciale de l'OTAN. L'opération baptisée « *Steadfast Jaguar* » avait pour objectif d'expérimenter et d'améliorer l'efficacité du plan de crise national, tant pour ce qui concerne les relations entre les scientifiques et les autorités que pour tester les capacités d'évacuation des populations exposées à la menace, en s'appuyant sur la coopération des différentes entités. Pour mener à bien cet exercice, 7 000 soldats des forces terrestres, aériennes et navales de l'OTAN ont été déployées à Fogo, ainsi que des équipements coûteux (navires, hélicoptères, voitures militaires, porte-avions) dont ne dispose pas le Cap-Vert dans la réalité. Cette surabondance de moyens et de ressources a donc empêché d'éprouver la capacité réelle d'intervention et de réponse du pays en masquant les carences locales et nationales.

Enfin, cet exercice n'ayant pas été répété, le plan national de crise n'a pas été actualisé depuis cette date, malgré les demandes de l'Institut Nacional de Meteorologia e Geofisica (INMG) d'organiser des sessions de travail en juin 2013 (entretien avec B. Faria, chargé de la surveillance du volcan à l'INMG, janvier 2015). Par ailleurs, la signification et l'usage de ces

documents se sont perdus, l'équipe du SNPC ayant été changée fin 2012. L'ensemble de ces éléments a rendu le plan, déjà inadapté à l'origine, totalement obsolète au moment de l'éruption de 2014-2015 (entretien avec H. Semedo, employé du SNPC, novembre 2014).

Par ailleurs, ce plan n'a jamais été divulgué ou soumis aux critiques potentielles, ni à celles d'autres institutions comme le Parc Naturel de Fogo (pourtant un acteur crucial de la gestion de ce territoire), ni à celles de la population locale. Nemesio Perez (directeur de l'Instituto Tecnológico y de Energias Renovables (ITER), programme européen MAKAVOL) a ainsi déclaré que « la deuxième grande faiblesse de la gestion du risque volcanique au Cap-Vert, c'est l'absence d'un plan d'urgence testé par la population, et pas juste un ensemble de papiers gardés dans un tiroir » (entretien N. Perez, novembre 2014).

Afin d'optimiser le déroulement des opérations pendant une future crise, le SNPC a participé à l'élaboration d'un poster de sensibilisation de la population, réalisé en 2012, en partenariat avec le programme européen MIA-VITA. À visée éducative, l'affiche énonce l'attitude à adopter (garder son calme, se maintenir informé, obéir aux autorités, etc.) et les objets dont il faut se munir chez soi à l'avance (radio, conserves, etc.). À visée également informative, elle renseigne sur les responsabilités de la Protection Civile, à savoir l'alerte de la population, la transmission d'instructions d'évacuation des personnes et d'organisation de la mise en sécurité des animaux et des biens.

Mise à part cette affiche, il n'existe pas à ce jour de programme éducatif national de sensibilisation, réalisé de manière périodique, année après année, pas seulement à Chã mais aussi niveau régional (Fogo) et national.

Les limites d'une politique de gestion centrée sur le contrôle de l'aléa

Les efforts se sont aussi concentrés sur la connaissance de l'aléa volcanique en vue d'équiper le volcan de Fogo et d'assurer la surveillance de son activité (sismicité, émissions de gaz, déformations du sol, etc.). Depuis l'éruption de 1995, différents acteurs nationaux et internationaux ont été impliqués, avec la création de programmes de recherche internationaux de grande ampleur, notamment entre 2007 et 2013, avec le soutien de deux programmes européens : d'une part MIA-VITA, partenaire de l'INMG, et de l'autre MAKAVOL, partenaire du Laboratório de Engenharia Civil (LEC).

La multiplication des acteurs et des projets de monitoring témoigne des efforts fournis pour diminuer les risques volcaniques. Néanmoins, ce type de gestion dite « aléa-centrée », c'est-à-dire centrée sur les crises et proposant des mesures liées uniquement aux phénomènes extrêmes et rares (Wisner *et al.*, 2004 ; Wisner *et al.*, 2012), présente des limites. Tout d'abord, au vu de l'amplitude extrêmement forte et des probabilités d'occurrence relativement faibles, il est impossible de se prémunir entièrement contre la menace d'une éruption future à Fogo. La monitoring de l'activité volcanique est limitée par les nombreuses incertitudes inhérentes à ce type d'aléas, difficilement prévisibles (d'après B. Faria, une éruption peut se déclarer en quatre jours sans signes précurseurs), d'autant plus que l'étude du comportement éruptif de Fogo est récente.

Ensuite, les systèmes de protection et de communication peuvent défaillir, comme ce fut en partie le cas lors de l'éruption de 2014-2015. La surveillance du volcan de Fogo dépend en effet du bon état technique du matériel et de son entretien, afin de permettre la transmission en temps réel et en continu des données. Or, ceci a un coût élevé pour un pays comme le Cap-Vert, d'autant plus que des problèmes de vandalisme ont eu lieu à plusieurs reprises au niveau des stations sismiques situées dans la caldera. En effet, en l'absence d'un réseau électrique dans le village et dans un contexte de dénuement économique dans l'ensemble de l'île, certains des panneaux solaires dont sont équipées les stations sismiques ont été arrachés, malgré les barreaux installés pour les protéger des vols.

Enfin, la réduction du risque volcanique doit aussi passer par des mesures qui visent à réduire la vulnérabilité, comme le prônent les grandes directives internationales en matière de réduction des risques de catastrophe (cadre d'action de Hyogo pour des collectivités et nations résilientes, 2005-2015 ; puis cadre d'action de Sendai, 2015-2030). Cette réduction de la vulnérabilité ne doit pas passer uniquement par la sensibilisation des populations locales au danger.

Une approche plus théorique que concrète de la réduction de la vulnérabilité

Suite à l'éruption de 1995, avant même la création du SNPC, la première mesure adoptée afin de réduire la vulnérabilité a été d'agir sur l'exposition des populations locales au danger, en éloignant les habitants de la zone à risque. Malgré l'opposition des réfugiés à ce projet de relogement en dehors de la caldera, des maisons ont ainsi été implantées dans deux villages, Achada Grande et Monte Grande, grâce à l'aide financière du gouvernement allemand. Néanmoins, cette tentative s'est soldée par un échec, les maisons ayant pour la plupart été abandonnées dans les années suivant l'éruption, comme c'est le cas pour la maison de la **photo 4**. En effet, privés d'alternatives économiques à l'agriculture florissante dans la caldera et de ressources au sens large, les réfugiés sont peu à peu retournés dans leur village d'origine, dans une démarche qui a renforcé le conflit préexistant avec les autorités.

Ce type de mesures aléa-centrées d'exclusion territoriale face aux catastrophes, fréquentes dans les pays en développement, ignore totalement les priorités socio-économiques légitimes des locaux. Les deux discours suivants permettent de mieux comprendre l'adaptation de cette mesure d'expulsion des hommes de leur espace de vie et de travail : « Monsieur le Ministre, si vous voulez nous chasser d'ici, vous pouvez nous couper les bras parce qu'en dehors de Chã, on n'a pas de travail¹ ! » ; « Monte Grande, quand on était là-bas, on n'avait nulle part où prendre du bois. Pas d'endroit pour l'eau, pas d'endroit pour les enfants. Seulement cette maison pour rester à l'intérieur d'elle. Comme ça, on peut pas vivre, on peut pas vivre ! Alors qu'à Chã das Caldeiras, on vit² ! »

Depuis la tentative échouée de relogement de 1995 et jusqu'à l'éruption de 2014-2015, le village a connu un essor sans précédent malgré les restrictions sur le développement local émanant principalement de deux institutions :

– D'une part, du Parc Naturel de Fogo créé en 2003, qui a imposé au nom de la préservation de la bio et de la géo-diversité, des restrictions d'occupation du sol en interdisant l'usage de certaines zones de la caldera. Le PNF a également limité l'accès aux infrastructures basiques modernes, en particulier l'électricité. La protection de la nature est donc venue contrarier le développement des terres agricoles et les possibilités de modernisation, ce qui a été source de tensions entre la population et le Parc Naturel.

– D'autre part, de la municipalité de Santa Catarina qui a interdit de construire ou de cultiver dans certains espaces considérés comme dangereux (failles, pied du Pico de Fogo) via un plan d'urbanisation et l'enregistrement des propriétés foncières en lien avec la réduction du risque.

Perçues comme des pressions par les habitants, les décisions prises par la mairie et par le Parc Naturel et la légitimité même de ces acteurs sont remises en cause par les populations locales : « Nous sommes les habitants de Chã das Caldeiras, et nous existons depuis bien plus longtemps que la Municipalité de Santa Catarina (2007), que le Parc Naturel (2003), et même que l'État du Cap-Vert (1976) » (Pedro Danilo Fontes, mars 2012). Cet écart entre le ressenti de la population et les décisions prises de l'extérieur (les gens de la ville, extérieurs au monde agricole) est le constat d'une insuffisance de communication entre les acteurs sociaux.

Au final, le type de gestion des risques au Cap-Vert, et particulièrement à Fogo, met l'accent sur des mesures aléa-centrées, technocratiques et structurelles, et adopte une démarche « top-down », avec une population considérée comme incapable de participer au processus décisionnel ou de prendre part à la prévention du risque (interview de son ex-président Alberto Fernandes, août 2010). En cela, cette stratégie s'inscrit totalement dans le paradigme dominant la recherche sur les risques, et ne répond pas aux principales exigences nouvelles énoncées dans les Cadres d'Action de Hyogo et Sendai, à savoir :

- se focaliser sur les facteurs sous-jacents de vulnérabilité socio-économiques ;
- intégrer les populations dans les stratégies de réduction des risques ;
- et considérer les savoirs et capacités locales.

Mis à part une cartographie participative en 3 dimensions (CP3D) créée dans le cadre de MIA-VITA en avril-mai 2011 en partenariat avec les habitants de Chã et certains acteurs institutionnels, peu d'efforts ont été faits afin de réduire la vulnérabilité de la population. Cette CP3D réalisée avait pour objectif de caractériser la vulnérabilité socio-économique et l'implication de la population dans la prise de décision en matière de réduction des risques volcaniques, mais elle n'est pas parvenue à son but, malgré l'intérêt immédiat qu'elle a suscité au sein du village et celui du personnel de la Protection Civile Nationale. En effet, elle n'a ni été actualisée par la population, ni été

1. Discours de l'un des chefs communautaires du village lors d'une réunion organisée après l'éruption de 1995 (cité par Franz Hegger), film de recherche *Na Boca de Fogo*, (F. Chouraqui, 2011).

2. Témoignage de Verta, agricultrice, 86 ans, l'une des doyennes de Chã das Caldeiras, film de recherche *Na Boca de Fogo* (F. Chouraqui, 2011).

Cône adventif du Pico do Fogo dans le Chã das Caldeiras (île de Fogo, Cap-Vert ; cliché : Ji-Elle, 2012, Wikimedia commons).

photo 4 : Maison de relogement abandonnée, aux portes et aux fenêtres démontées, à Monte Grande (cliché : F. Chouraqui, 2010).

utilisée par les autorités et elle a fini par disparaître sous la lave pendant l'éruption de 2014-2015. Pourtant, selon Helio Semedo, elle aurait été utile pour organiser l'évacuation, situer l'avancée de la lave, signaler les personnes en détresse, ou encore indiquer l'emplacement des maisons détruites ou en train d'être démolies par une coulée.

B- Une gestion de crise révélatrice des dysfonctionnements organisationnels et idéologiques

Les causes profondes du défaut d'alerte précoce

Au Cap-Vert, des antagonismes entre chercheurs et groupes de chercheurs existaient au préalable de l'éruption. De la fin des années 1990 à la veille de l'éruption de 2014-2015, le LEC (Laboratoire d'Ingénierie Civile) et l'INMG (Institut National de Météorologie et Géologie du Cap-Vert) ont tous deux joué un rôle actif principal dans la monitorisation du volcan. Néanmoins, depuis 2000, la loi stipule que l'INMG est la seule institution en charge de la surveillance du volcan de Fogo, remettant en cause la place du LEC et de ses partenaires (en particulier MAKAVOL).

Au lieu de créer de la complémentarité et une collaboration entre ces équipes d'investigation, cette situation a été source de rivalités et de conflits sous-jacents dont les trois exemples les plus flagrants sont :

- La mise en place de deux réseaux de surveillance sismique avec d'un côté, celui de l'INMG avec MIA-VITA et de l'autre, celui du LEC avec MAKAVOL. Bien que travaillant sur des projets analogues, les deux réseaux ont fonctionné séparément jusqu'en 2012, au lieu de créer un seul réseau de surveillance sismique plus performant. À partir de cette date, l'INMG a récupéré les stations sismiques financées par MAKAVOL. Dès juin 2012, les chercheurs de MAKAVOL n'ont plus eu accès aux données sismiques, alors que selon leurs derniers résultats, il y avait une augmentation de la sismicité dans la caldera, avec 15 tremblements de terre en un an, dont celui du 12 avril 2012, d'une magnitude de 2,9 sur l'échelle de Richter.

- La création de l'Observatoire Vulkanologique Cap-verdien (OVCV) à Chã das Caldeiras en 2009 n'a pas permis de créer une entité vers laquelle convergent toutes les ressources techniques et humaines. Au contraire, il n'a jamais été reconnu, ni dans

la loi cap-verdienne, ni par l'INMG. Néanmoins, cette structure témoigne de l'effort conjoint de l'UNICV (Université du Cap-Vert), du LEC, du SNPC et enfin, du programme MAKAVOL. Avant sa disparition précoce lors de l'éruption de 2014-2015, l'observatoire était inclus dans la liste de l'Organisation Mondiale des Observatoires Vulkanologiques (WOVO).

- Enfin, ce climat de convoitise scientifique a également eu un impact sur l'exercice de simulation de crise volcanique évoqué précédemment. Selon B. Faria, le LEC ayant été invité à participer par le SNPC, l'INMG n'a pas été convié et n'a donc pas été impliqué dans l'élaboration du plan d'urgence qui a été utilisé lors de l'éruption de 2014-2015.

Plusieurs mois avant le début de l'éruption de 2014-2015, les deux dispositifs de surveillance du volcan évoqués ci-dessus ont indiqué une augmentation de l'activité volcanique. Du côté de l'ITER et de l'UNICV, les experts scientifiques ont enregistré une augmentation des émissions de gaz à partir du mois de mars 2014 (entretien avec N. Perez, novembre 2014, **figure 2**). Du côté de l'INMG, de faibles changements dans l'activité sismique ont été enregistrés en janvier puis en avril 2014, mais c'est seulement au début du mois d'octobre 2014 que deux événements sismiques importants ont été enregistrés à 15 km de profondeur (entretien avec B. Faria, janvier 2016, **figure 2**). Ces signes d'un changement de l'activité volcanique ont été analysés séparément, sans aucun dialogue ni échange de données entre les différents groupes d'investigation.

D'après les témoignages des scientifiques, ces informations ont été transmises en temps et en heure au SNPC, organisme légalement chargé d'alerter les autorités locales (mairie de Santa Catarina et PNF) et la population en cas de menace éruptive. Mais cette alerte n'a pas été donnée par le SNPC malgré les injonctions répétées de l'INMG (**figure 2**). Devant l'éminence de la menace et face au manque de réactivité de la Protection Civile, Bruno Faria, l'expert scientifique de l'INMG, a finalement décidé de prévenir Jose Fonseca (habitant du village et auxiliaire scientifique de l'observatoire rattaché à l'INMG), lui demandant d'avertir la population au plus vite.

C'est donc la veille au soir de l'éruption, à partir de 21 h environ, que seule une partie de la population a pu être informée. Ainsi, même si 25 % des personnes enquêtées disent avoir été alertées avant l'éruption (**figure 2**), elles ne l'ont été qu'à partir de ce moment, soit au maximum 13 h avant son début, à un moment où les tremblements de terre étaient déjà très fortement ressentis.

C'est seulement à 23 h 30 et en l'absence de réponse du président du SNPC, que l'expert scientifique de l'INMG a cette fois pris l'initiative d'appeler le maire de Santa Catarina. Celui-ci se trouvait alors à la fête annuelle de sa juridiction, à Cova Figueira et n'avait pas encore été informé de la situation. Il est arrivé le lendemain matin sur place, « une demi-heure avant le début de l'éruption, pour alerter les habitants » (entretien avec J. Aquileu Barbosa Amado, janvier 2016).

Il ressort de cette analyse qu'un ensemble de facteurs communicationnels a limité, voire entravé la diffusion de l'alerte et donc la préparation et la protection de la population, de ses biens et de ses animaux, auquel sont venues s'ajouter des failles techniques. L'alerte à la population devait être transmise via un double système visuel et auditif : d'un côté, un feu tricolore imprimé sur une pancarte affichée sur la façade de l'Observatoire du Volcan (**photo 5**) ; de l'autre, un haut-parleur accroché au mur de l'école. Ce système s'est avéré défaillant. L'utilisation d'un feu de signalisation tricolore peut sembler pertinente, en particulier dans un village comme Chã où le taux d'alphabétisme est encore élevé, mais pour que ce feu soit efficace, il faut un dispositif permettant réellement de communiquer par signaux optiques en fonction de l'intensité de la menace, et non une simple image imprimée. De son côté, le haut-parleur était hors d'usage, et le technicien en principe mandaté par le SNPC pour le réparer n'est jamais venu.

Une évacuation des habitants sans prise en compte des capacités et des besoins locaux

Dès les premières heures de l'éruption, un état d'urgence a été décrété et la suite des opérations s'est déroulée sous le commandement du SNPC, avec l'appui de la Croix-Rouge, de la police locale, des

figure 2 : Schéma de diffusion de l'alerte lors de l'éruption volcanique de novembre 2014 (source : F. Chouraqui, 2016).

figure 3 : Evaluation de la qualité de la gestion institutionnelle de l'éruption de 2014 par les autorités (source : F. Chouraqui, entretiens qualitatifs avec les acteurs cités entre 2015 et 2016 ; question posée : « Sur une échelle de 0 à 10, comment qualifieriez-vous la qualité de la gestion de l'éruption de 2014 par les autorités ? »).

mairies de l'île et des militaires, le tout sous la coordination du Cabinet de Crise créé spécialement à cette occasion. La principale mission du SNPC était d'inciter les habitants à évacuer le plus vite possible.

Pour la majorité des autorités impliquées (Croix-Rouge, SNPC, mairie de Santa Catarina), le départ de la quasi-totalité des habitants de Chã das Caldeiras pendant l'éruption (97,7 % des réponses au questionnaire), avec un pic des départs le jour même de l'éruption (60,2 % des enquêtés), explique l'absence de victimes mortelles et reflète le relatif succès de la gestion de crise (**figure 3**), qualifiée de « remarquable » (B. Faria, INMG) ou encore de « gestion de haut niveau » (A. Lima, président du SNPC).

Pourtant, ces chiffres ignorent les allées et venues de la majorité des habitants entre les villages de relogement et la zone de danger, avec 86 % des

enquêtés déclarant être revenus dans la caldera. Afin de restreindre ces circulations (pas seulement des habitants de Chã mais aussi des personnes du reste de l'île, venues soit par curiosité, soit pour aider, mais parfois aussi pour voler dans les maisons et les champs abandonnés), l'accès à la zone exposée aux risques a été limité par le SNPC avec un barrage à l'entrée de la caldera. Malgré cette restriction, les habitants ont eu tendance à y retourner sur des durées et à des fréquences plus ou moins importantes et sur tout le temps de l'éruption, y compris à des moments où le niveau d'alerte était maximal.

photo 5 : Observatoire Volcanologique du Cap-Vert et son panneau d'alerte par feu tricolore (cliché : J. Cadag, 2011).

mais de sauver aussi leurs animaux, biens et moyens de production, afin de limiter les pertes occasionnées et ainsi faciliter le retour à une autonomie économique et financière en phase post-éruptive. D'autant plus que pour éviter le barrage, certains des habitants ont adopté des stratégies d'adaptation dangereuses comme escalader des escarpements rocheux ou marcher sur la lave à peine refroidie pour sauver leurs biens ou leurs animaux.

Ces circulations vers le village malgré la menace et le barrage policier s'expliquent principalement par un facteur économique : la nécessité de poursuivre le travail agricole dans les champs et/ou avec les animaux. Cette situation va de pair avec l'absence de moyens de subsistance en dehors de la caldera (figure 4). Il s'agit de stratégies d'adaptation et de survies dans des conditions extrêmes, étroitement liées à la précarisation des populations relogées en l'absence de ressources économiques alternatives complémentaires en dehors de leur territoire d'origine. Ces observations et résultats corroborent parfaitement les concepts défendus par l'approche radicale vulnérabilité-centrée des risques et des catastrophes, qui les considère comme ancrés dans des contraintes sociales, économiques et politiques au quotidien, et non seulement liés à un aléa extrême en magnitude et rare dans le temps (Wisner *et al.*, 2004 ; 2012).

Ces comportements à risques correspondent objectivement à une exposition volontaire à la menace volcanique. Néanmoins, cette éruption se caractérise par un faible indice d'explosivité, c'est-à-dire qu'elle présente un risque de pertes de vies humaines faible, voire inexistant. Il faut donc relativiser le risque pris par les habitants, mais aussi le succès revendiqué par les acteurs institutionnels en lien avec l'absence de victime mortelle. L'enjeu pour les autorités n'aurait pas dû être uniquement de sauver la vie des habitants,

Face à ces mesures institutionnelles, 67,2 % des enquêtés se sont dits insatisfaits, interrogeant les modalités d'évacuation, en décalage avec l'autosatisfaction des pouvoirs publics. Parmi les raisons de mécontentement évoquées on trouve : (1) les préjugés liés à l'interdiction d'entrer dans la caldera (55,5 % des réponses) ; (2) les comportements verbalement ou physiquement violents des autorités, associés au manque de respect ou d'empathie envers les habitants (21,1 % des réponses) ; (3) le manque d'aide pour sauver les biens et les animaux (18 %). Par ailleurs, plusieurs des personnes interrogées déplorent que les habitants qui avaient les compétences pour jouer le rôle de ressource locale n'aient pas été pris en compte par les autorités chargées de la gestion de crise. Leurs connaissances empiriques des éruptions précédentes, mais aussi du territoire (terrains, maisons, itinéraires les plus rapides et les plus sûrs), sans oublier des individus et des familles n'ont pas été mises à profit.

Par la suite, ignorant toujours les capacités, les revendications et les besoins des populations locales, les acteurs institutionnels ont continué à exclure celles-ci des prises de décision et des actions, faisant primer l'éloignement de la source de danger au détriment des logiques socio-économiques. La loi n° VIII/2015 a défini le nouveau cadre juridique de l'utilisation du sol à Chã das Caldeiras, désignant l'État comme unique propriétaire des terres. Cette loi stipule également que les individus peuvent acquérir des droits d'utilisation privée de la terre via une licence ou une concession accordée de façon temporaire. Ce document interdit la création d'activités industrielles, touristiques, de

figure 4 : Les raisons du retour des réfugiés pendant l'éruption de Fogo du 23 novembre 2014 (source : F. Chouraqui, enquête par questionnaire réalisée entre décembre 2014 à janvier 2015 auprès de 128 individus).

figure 5 : Les mouvements des réfugiés de Chã das Caldeiras (adaptée et modifiée des cartes du rapport de l'UNDAC 2014 et du poster de l'Unamuno EixoAtlantico Project, 2015).

services, de loisirs urbains sur ce territoire, ainsi que la construction de nouveaux logements, mais aussi d'infrastructures techniques ou publiques. Néanmoins, cette nouvelle loi possède des zones d'ombre, car elle autorise « les constructions privées pour soutenir les activités agricoles, pastorales ou liées au tourisme, y compris les hôtels et les restaurants en milieu rural, comportant des bâtiments facilement amovibles ».

Pour remédier à cette interdiction de construction à Chã das Caldeiras, l'État cap-verdien s'engage financièrement à reloger les personnes en situation de déséquilibre socio-économique dans un nouveau centre urbain en dehors de la caldera. Cette localisation représente un frein considérable pour la majorité des habitants qui n'ont d'autre solution économique que de continuer à pratiquer leur agriculture à Chã das Caldeiras.

La gestion de l'après-crise : le problème du relogement

Comme ce fut le cas en 1995, les habitants de Chã ont été dispersés entre plusieurs sites: 416 ont été relogés à Achada Furna, 271 à Monte Grande, 137 à Mosteiros et 124 à São Filipe (**figure 5**). Le questionnaire réalisé dans les 4 principales localités de relogement montre que 96,9 % des enquêtés ne sont pas satisfaits des conditions de relogement. Ils évoquent les contraintes socio-économiques quotidiennes,

l'éclatement des familles, et enfin la précarité des maisons (retards dans la construction ou la rénovation), ainsi que les problèmes de promiscuité et d'insalubrité, en particulier dans le camp de relogement de Mosteiros.

Globalement, ce relogement semble donc inadapté aux besoins des populations, et ce à plusieurs niveaux :

- Parce qu'il est multisites, il entraîne une rupture sociale des liens communautaires et familiaux.
- Parce qu'il n'y a pas d'opportunité économique dans les villages, où il n'y a ni terres arables permettant une agriculture non irriguée, ni fourrage pour l'élevage, ni touristes pour les guides.
- Parce que celles et ceux qui font la navette entre le village de relogement et la caldera afin de survivre économiquement en poursuivant leur activité agricole ou touristique, se heurtent au manque de transport et de logement sur place.

Inefficacité et inadaptation de l'aide financière classique, nationale et internationale

L'aide financière et matérielle nationale et surtout internationale a permis, en plus de la création de camps temporaires de relogement, de distribuer de la nourriture, des vêtements, des médicaments, etc. Au début, 1 191 personnes ont bénéficié de l'aide alimentaire de base distribuée par la Croix-Rouge, alors que

La reconstruction de Chã das Caldeiras un an après l'éruption de 2014

1 Route détruite

2 Maison détruite

3 Coopérative détruite

4 Bar de fortune

5 Maison touchée en restauration

6 Maison non touchée

7 Église en construction

8 Pension en construction

9 Pension touristique en activité

photo 6 : Mise en sécurité des biens, des animaux et récolte des cultures (cliché : images issues du film *Fogo na Boca*, F. Chouraqui, 2015).

la population totale sinistrée du village a été évaluée à 964 habitants. Par conséquent, un deuxième recensement a été réalisé pour exclure de la liste des bénéficiaires les individus ne répondant pas aux critères d'obtention, tels que résider à Chã et ne pas être fonctionnaire. Sur les 243 personnes rayées de la liste, certaines ne vivaient plus à Chã depuis des années mais y exerçaient une activité agricole leur assurant leurs moyens de subsistance. Et y compris parmi les personnes continuant à recevoir cette aide de base, nombreux sont ceux à s'être plaints des inégalités d'accès, mais aussi de la faible quantité et de la mauvaise qualité des produits d'alimentation et d'hygiène.

Au total, 6,8 millions d'euros ont été déposés dans le compte spécial du fonds de soutien et de reconstruction (FAR). Créé par le gouvernement cap-verdien, la gestion de ce fond était assurée par le Cabinet de Reconstruction de Fogo (GRF), qui avait pour mission de gérer le suivi et la mise en œuvre de différents projets. Mais la lenteur et l'inefficacité des solutions d'aide mises en place par le Cabinet de Reconstruction de Fogo, entaché par des scandales de détournement de fonds, ont abouti à sa dissolution en mai 2016, et son remplacement par une commission interministérielle. Pour les habitants, ce fut là une preuve supplémentaire de la corruption des institutions politiques en charge de gérer l'aide destinée à leur village, alimentant de nombreuses controverses, notamment sur Facebook. Au final, on retrouve les mêmes accusations de détournement que celles portées en 1995, comme l'explique A. Teixeira, habitant du village : « Lors de l'éruption (de 1995), les pays internationaux ont envoyé beaucoup d'aide à Chã, mais cette aide

n'est pas arrivée aux habitants, ou seulement en très petite quantité, car elle a été détournée. »

Le risque dit « naturel » est une construction politique. Ce sont les choix politiques qui sont à l'origine d'une efficacité ou d'une inefficacité à protéger les moyens d'existence. Dans le contexte de la crise volcanique de Fogo de 2014-2015, en plus d'aggraver le danger par des mesures institutionnelles inadaptées, les stratégies politiques n'ont pour l'instant pas permis de répondre à la nécessité d'un rebondissement économique. Les individus, pour la plupart très vulnérables économiquement, sont livrés à eux-mêmes, obligés de s'auto-organiser pour tenter de retrouver une activité lucrative ou vivrière. Expropriés de leur territoire, ces « réfugiés de la protection » (Harsono, 1999) sont sujets à un appauvrissement (perte d'abri, de moyens d'existence, de réseaux sociaux, mais aussi de droits et d'identité) qui va de pair avec leur déplacement.

Cette recherche d'expulsion des populations locales de leur territoire cache, pour certains acteurs, une volonté d'accaparer cet espace sans sa population. Déjà en 1995, lors de la première tentative d'éloignement de la caldera, une rumeur avait circulé à ce sujet : le réel objectif était la création d'un parc naturel de type radical, vide d'homme, permettant à l'État de devenir l'unique bénéficiaire de la manne touristique. Quelle soit véridique ou non, cette hypothèse est néanmoins cruciale. Elle souligne le manque de transparence et de dialogue entre les acteurs externes et internes autour des projets de relogement, qui constitue un terreau fertile pour alimenter la défiance des locaux vis-à-vis des mesures adoptées par l'État.

III- La résilience informelle : stratégies compensatoires et creusement des inégalités

Entre l'agriculture, l'élevage, et plus récemment le tourisme rural, Chã das Caldeiras a toujours été connu comme un lieu où les personnes vivent en quasi-autosuffisance, sans dépendre du soutien institutionnel. Suite à l'éruption du 23 novembre 2014, ce discours a été exacerbé, vantant la force et le courage des habitants de Chã, qui ont su faire face et s'adapter aux dévastations provoquées par l'éruption de 1995. Les « fils du volcan » sont donc considérés depuis lors, dans leur ADN culturel, comme particulièrement résilients, de par leur robustesse économique et sociale. Comble de « bravoure », ils sont allés jusqu'à se réapproprier leur village et se relancer économiquement en tirant parti de l'événement, sans participation de l'État. L'extrait d'article scientifique ci-dessous écrit après l'éruption de 2014-2015 est un exemple issu des nombreuses déclarations relatives aux habitants de Chã :

« Ce travail de reconstruction continu est un bon exemple de l'attitude résiliente de la population dans ce contexte géographique, une zone à risque volcanique élevé où les habitants montrent une forte capacité de résistance face aux revers de fortune, rétablissant de nouvelles activités en transformant les menaces et les points faibles en nouvelles opportunités. Du point de vue social, la résilience offre la possibilité à la communauté de coexister avec les volcans, car ils apprennent à comprendre leurs modèles environnementaux et démontrent qu'ils sont capables de se réadapter et de surmonter les changements traumatiques naturels. » (Medina do Nascimento, Moreno-Medina, N. Rodrigues & Dinis, 2016).

Or, ce ne sont pas les habitants du village qui se disent résilients ou qui se sont approprié spontanément la notion. Ce sont les journalistes, politiques et scientifiques, qui s'accordent tous sur la résilience exceptionnelle des habitants de Chã, sans approche critique et sans pointer les risques du désengagement étatique vis-à-vis de la population, à la fois inégalement victime de l'éruption et en capacité de se relever de la crise.

Il n'en demeure pas moins que les habitants de Chã ont su développer pendant et après l'éruption de 2014-2015, des stratégies adaptatives face aux déficits organisationnels et à l'inadaptation des mesures institutionnelles de gestion de crise. Tous n'ont pas adopté les mêmes stratégies, qui révèlent en effet de très fortes inégalités dans leur capacité de résilience, ancrées dans des vulnérabilités socio-économiques du quotidien et indépendantes de l'aléa volcanique.

A- Stratégies adaptatives informelles en réponse à une gestion de crise institutionnelle aléa-centrée

Une évacuation spontanée des biens et des animaux par les locaux

Cette construction politique d'une soi-disant « résilience exceptionnelle » des habitants se base en effet sur des éléments concrets, tels que la solidarité, l'organisation et les efforts considérables déployés par les habitants pour évacuer leurs biens, leurs animaux, mais aussi, dans une moindre mesure, leurs récoltes (**photo 6**). Ces éléments plaident bien en faveur de la reconnaissance d'une aptitude coopérative des

habitants de Chã das Caldeiras, qui ont su fédérer les ressources individuelles éparses et mettre en place des stratégies adaptatives informelles collectives face à l'ingérence des autorités publiques. Les habitants ont spontanément été capables (1) de s'entraider pour sauver leurs biens, via la mutualisation des véhicules disponibles mais aussi le transport à pied d'objets parfois lourds, y compris sur des grandes distances, (2) de créer un groupe constitué d'hommes chargés de surveiller les maisons et les champs pour prévenir des vols, (3) de se tenir informés de l'évolution de l'éruption via le bouche-à-oreille classique et l'utilisation des réseaux sociaux accessibles sur leurs *smartphones*, (4) de se soutenir moralement et d'être attentifs à la souffrance et à la détresse des personnes les plus durement touchées et/ou plus vulnérables.

Cette collaboration a dépassé le village, avec la venue de membres de la famille, d'amis ou même de simples volontaires venus des quatre coins de l'île. Des phénomènes similaires ont été rapportés lors d'événements éruptifs plus anciens, comme lors de l'éruption de 1847, pour laquelle le témoignage du gouverneur de Fogo fait mention de la solidarité des habitants de l'île, qui ont « tous tenté de rendre plus doux le sort de ces disgraciés » (Ribeiro, 1954, p. 262).

Bien que la répétition des éruptions ait contribué à façonner les comportements des populations locales de Fogo, la dernière en date a vu émerger une tout autre forme d'intervention, de nature commerciale, qui s'est ajoutée à cette solidarité désintéressée et fraternelle héritée des expériences passées. En effet, des opportunistes se sont saisis de l'événement éruptif pour faire payer au prix fort l'évacuation des biens en voiture. Contraints d'accepter les tarifs arbitrairement imposés et exorbitants, les sinistrés les plus riches ont ainsi été privilégiés au détriment des plus pauvres, parfois obligés d'abandonner leurs affaires ou de n'en sauver qu'une partie. L'aide gouvernementale (camions affrétés par les différentes mairies de l'île) n'a pas suffi à compenser ces inégalités d'accès au transport, comme le montrent ces témoignages :

« Il a fallu payer des gens avec du vin pour qu'ils m'aident à sauver mes affaires. Ni les militaires ni la police n'ont voulu m'aider, ils ont dit que ce n'était pas leur travail » (N. Gonçalves da Silva Ribeiro, 27 ans, guide touristique).

« J'ai porté mes affaires jusqu'aux pentes de la Bordera. J'ai dormi là deux nuits et j'ai enfin trouvé une voiture pour m'emmener gratuitement parce que je n'avais pas d'argent pour payer. Comme elle était petite, j'ai abandonné une grande partie de mes biens sur place » (I. Barbosa Lopes, 28 ans, agricultrice).

Mobilisation de ressources alternatives exogènes via des réseaux d'entraide

Pendant et après l'éruption, les initiatives sur le web pour répondre aux conséquences du désastre se sont multipliées, attestant du pouvoir des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) dans la gestion des catastrophes naturelles, à mesure que leur utilisation et leur maîtrise se généralisent. De nouvelles formes d'aide ont ainsi vu le jour, grâce à l'activation de différents réseaux d'entraide Nord-Sud déjà solidement constitués avant l'éruption, comme celui des Cap-Verdiens vivant à l'étranger (Holle et Sarrazin, 2016 ; Lesourd,

photo 7 : Manifestation à Chã le 16 octobre 2016 (cliché : Facebook, amigos de Chã, 2016).

2005). Ceux-ci ont été particulièrement nombreux à manifester leur volonté d'aider leurs compatriotes en détresse. La diaspora a occupé une place centrale dans la diffusion de l'information, l'organisation de collectes de fonds, le travail bénévole, portée par une communauté très active, surtout aux États-Unis. De par sa nature informelle, cette aide est difficile à estimer, mais certains envois de fonds ont pu atteindre des sommes importantes, comme pour l'association Fogo Fund (basée au Massachusetts, États-Unis) qui a collecté 24 300 dollars américains.

C'est grâce à la télévision et aux réseaux sociaux que les expatriés ont pu rester en prise directe avec la réalité de la crise et son évolution, partageant informations et émotions avec les habitants du pays. Facebook et Youtube ont été des canaux privilégiés de la diffusion d'informations, avec la possibilité pour les utilisateurs d'envoyer, de partager, d'évaluer et de commenter des vidéos afin d'exprimer leur compassion et leur solidarité envers leurs compatriotes, réaffirmant ainsi le lien qui les unit à leur patrie d'origine (Lesourd, 2005).

Certains habitants du village, bien loin d'être hors du monde moderne ou ignorants des nouvelles technologies, ont été parfaitement capables d'informer et d'alerter l'opinion publique, comprenant tout l'intérêt d'utiliser ce mode de communication pour obtenir une aide financière en mobilisant leur réseau. C'est ainsi que certains ont pu par la suite reconstruire leur maison tandis qu'une majorité est restée en marge de ce soutien financier, montrant que cette stratégie de résilience n'est absolument pas égalitaire.

Moyens de communication et revendications des habitants

Les réseaux sociaux ont aussi permis d'étaler au grand jour la désorganisation et la faiblesse des interventions étatiques, et de défendre la position des sinistrés face à l'État. Le cas de Fogo n'est pas isolé et le même processus a pu être observé lors du séisme de 2015 au Népal par exemple (Holle & Sarrazin, 2016). Face aux injustices liées aux rétentions des fonds de solidarité, de nombreux internautes multiplient les traits d'humour pour offrir une réflexion, mais aussi un répit au milieu du flux d'informations anxiogènes et ainsi lutter contre la morosité et l'angoisse (figure 6).

D'autres outils de communication plus classiques ont également été mobilisés, tels que les manifestations, qui constituent la forme la plus courante de revendication utilisée par les habitants depuis la création

du village (Nunes, 2015). Ainsi, pendant l'éruption de 2014-2015, une première manifestation a eu lieu à São Filipe afin de contester l'exclusion de certains de la liste des bénéficiaires de l'aide aux réfugiés. Une seconde a eu lieu en octobre 2016, presque deux ans après l'éruption, afin de promouvoir le dialogue entre les institutionnels et les habitants concernant les prises de décision et la gestion de l'aide (photo 7). À chaque fois, les habitants informent des journalistes afin d'assurer la couverture de l'événement et en diffusent eux-mêmes des images via les réseaux sociaux, attestant encore une fois de leur capacité à utiliser les moyens de communication modernes.

Néanmoins, même si ce dispositif donne de la visibilité aux problèmes rencontrés par les habitants, il ne garantit pas la prise en compte de leurs revendications par l'État. L'unique représentant de la population auprès de la commission interministérielle (CIM) pour la gestion de la situation de Chã das Caldeiras a été exclu de celle-ci. Il avait en effet dénoncé le manque global de transparence et de dialogue de l'État (questionnements sur le montant de l'aide perçue et versée), la répartition des dépenses par secteur et enfin le retard pris dans la décision de la localisation du nouveau village.

B- Creusement des inégalités au lendemain de la crise

Pérenniser les ressources économiques pendant et après la crise

Les dommages matériels et économiques extrêmement lourds liés à l'éruption ont mis en cause l'autonomie économique des habitants, qui ont partiellement ou totalement perdu leurs sources de revenus. Tous les secteurs d'activité ont été touchés :

- L'agriculture a souffert de la diminution des terrains et continue à être affectée par la difficulté des agriculteurs relogés en dehors de la caldera à se rendre sur place pour travailler la terre.

- L'élevage a été affecté par la mort et la disparition d'animaux (vols, mise en liberté pour les sauver de la lave) pendant l'éruption, et aussi les conditions difficiles d'alimentation de ceux-ci en dehors de la caldera (manque de fourrage), ce qui a poussé de

figure 6 : Illustrations humoristiques circulant sur Facebook : A gauche : faux avis de recherche imitant le style western, avec une récompense de 5000 pièces d'or pour la capture mort ou vif du président du Cabinet de Reconstruction, ingénieusement assimilé à un hors-la-loi ; A droite : des enfants aux visages souriants, se tenant par la main en signe de solidarité devant le volcan de Fogo en éruption et qui posent innocemment la question : « qui est parti avec notre argent ? » (source : Facebook, groupe privé Amigos de Chã ; octobre 2015).

photo 8 : Impacts de l'éruption de 2014/2015 sur le territoire de Chã das Caldeiras (cliché : F. Chouraqui, décembre 2014).

nombreux éleveurs à vendre à bas prix leur cheptel survivant.

– Le tourisme a fortement diminué pendant l'éruption. Contrairement aux deux autres secteurs, il a ensuite rapidement repris de l'ampleur grâce à la couverture médiatique de l'éruption de 2014-2015, qui a renforcé l'attractivité du géosite, comme ce fut le cas en 1995. Les guides touristiques ont donc pu maintenir une activité minimum malgré la désorganisation liée à la destruction des pensions et hôtelleries.

Entre l'impossibilité de rester sans revenu hors de la caldera et celle de remonter s'y installer, les sinistrés se trouvent dans une impasse. En effet, ils se heurtent à des nombreuses difficultés financières et logistiques, notamment pour reconstruire une maison, auxquelles s'ajoute le problème de la scolarisation des enfants impossible à Chã. Certains d'entre eux, en majorité des hommes, ont néanmoins décidé de remonter vivre seuls dans la caldera pour subvenir aux besoins de leur famille. R. Noias, guide touristique, raconte qu'avec sa femme S. et leurs deux enfants, ils sont tombés malades dans le camp de réfugiés de Mosteiros où ils ont vécu plusieurs mois. Après avoir dépensé toutes leurs économies pour acheter de la nourriture et des médicaments, Rosi n'a pas eu d'autre choix que de retourner travailler au village. Il évoque la souffrance de devoir vivre loin des siens et la difficulté de réaliser l'ascension du volcan avec des touristes étant donné l'état de santé fragile où il se trouve.

Cet éclatement des familles affecte directement les ménages, comme l'explique E. Santos Ribeiro,

28 ans, réfugiée à Achada Furna avec sa fille alors que son compagnon est resté dans la caldera : « Je pars le rejoindre tous les week-ends avec ma fille, mais il arrive qu'il n'y ait pas de transport alors il s'énervé et pense que c'est de ma faute, que je ne veux pas le voir » (photo 9).

Se réinstaller dans la caldera coûte que coûte : une question de survie économique ?

Depuis la découverte de l'île, d'autres territoires que la caldera ont été affectés par différentes éruptions volcaniques. Comme Chã das Caldeiras, ceux-ci ont plus ou moins profondément été bouleversés, aussi bien physiquement que dans leurs dynamiques socio-économiques. Au fil du temps, l'une des principales constantes au niveau des réactions des populations de Fogo, une fois l'éruption terminée, est leur retour dans leurs villages d'origine, où elles peuvent retrouver leurs activités habituelles.

Par exemple, le village de Relva, qui comptait environ 1 200 habitants en 2010 (Recensement du Parc Naturel de Fogo, 2010), a été atteint au moins par quatre éruptions volcaniques : en 1785, en 1847, en 1857 et en 1951. À la suite de cette dernière, le gouverneur de l'époque, Carlos Alves Roçadas, a tenté de reloger les populations de Cova Matinho, Tinteiras, Bombardeiro et Estância Roque dans le village Roçadas, créé spécialement à cette occasion. Sans succès. Peu de temps après l'éruption, la majorité des réfugiés sont retournés dans leur village d'origine,

photo 9 : Femmes et enfants attendant depuis plusieurs heures une voiture pour se rendre à Chã (cliché : F. Chouraqui, novembre 2015).

« tout en conservant des liens forts avec Roçadas » qui existe toujours (Fausto Rosario, interview de mars 2016).

Comme pour Relva, ce n'est pas la première fois que Chã das Caldeiras se relève de ses cendres. Le village a connu trois éruptions depuis sa création en 1917 : la première en 1951, la seconde en 1995 et la troisième, sujet de notre article, en 2014-2015. C'est donc le même comportement à risque, à la fois transgressif et récidiviste, bravant le volcan et l'interdit étatique, qui est constaté de façon systématique à Fogo.

Malgré les difficultés qu'implique ce retour au village suite à l'éruption de 2014-2015, un nombre grandissant d'individus a pris la décision de regagner la caldera pour y vivre afin de pérenniser leurs ressources économiques restantes. La vie à Chã das Caldeiras, qu'on pouvait croire à jamais ensevelie sous 77 jours d'éruption, est littéralement en train de renaître de ses cendres. Grâce aux efforts de la communauté et en opposition avec les décisions gouvernementales, le village tout entier, et en particulier Portela, est en plein processus de reconstruction informelle (**photo 10**), avec un total de 58 édifices dont la construction est postérieure à l'éruption. Plusieurs hôtels ont ouvert et reçoivent des touristes, chaque jour plus nombreux, un conteneur en métal de couleur orange fait office de bar de fortune, où touristes et habitants viennent se restaurer et se détendre. Ces nombreux investissements indiquent que les habitants restent convaincus de l'intérêt économique d'investir à Chã.

Les projets collectifs d'auto-construction d'infrastructures temporaires (routes, bus scolaire autofinancé pour emmener les plus jeunes enfants à l'école d'Achada Fuma, deux églises, l'une catholique, l'autre adventiste) ont pour effet de renforcer les liens sociaux au sein du village, et semblent démontrer la capacité des habitants à subvenir à leurs besoins sans aide gouvernementale, défendant l'hypothèse d'une forte résilience locale.

Il existe de nombreux cas similaires ailleurs dans le monde, comme en Indonésie sur les pentes du Mérapî, ou encore aux Philippines sur les flancs du Pinatubo, où il a été observé que malgré la prégnance du danger et la bonne perception du risque de la part des populations locales, celles-ci vont choisir d'abandonner les lieux de relogement pour revenir dans leurs villages d'origine (Teixier, Gaillard, & Lavigne, 2009 ; Lavigne & De Belizal, 2010).

Une réinstallation chaotique et irraisonnée

Ce nouveau départ s'appuie largement sur une redynamisation du tourisme qui ne suffit cependant pas, tout du moins pour le moment, à remettre l'économie du village sur pieds. Dans un contexte de désengagement total et de refus d'autoriser la reconquête du village de la part de l'État, les ressources nécessaires au fonctionnement des pensions et petits commerces (électricité, téléphone, Internet, routes, eau potable, etc.) manquent gravement depuis l'éruption.

Plus globalement, pour une grande partie des familles, le sous-équipement du village constitue une entrave à la réinstallation, en particulier l'absence d'école mais aussi celle d'un poste de santé. En cas d'urgence médicale (habitant ou touriste), ce danger est aggravé par le mauvais état de la route de fortune construite par les habitants, difficilement praticable. L'absence d'une route asphaltée entrave également le transport quotidien des travailleurs, l'acheminement de produits agricoles pour les vendre en ville, ou encore le réapprovisionnement en denrées et matériaux de construction. Enfin, en cas de nouvelle éruption, cette dégradation de la route aurait un impact sur l'efficacité de l'évacuation (lenteur, danger au volant), d'autant plus qu'il n'existe pas de route secondaire.

Par ailleurs, même si des projets solidaires ont vu le jour pour pallier le désinvestissement de l'État, le

photo 10 : Agrandissement de la pension « Casa Jose Doce », Chã das Caldeiras (cliché : F. Chouraqui, novembre 2015).

manque de services de base est à l'origine de tensions entre les habitants, en particulier concernant l'approvisionnement en eau. Les citernes ayant été détruites par la lave ou fragilisées par les séismes, on assiste à un accaparement de la source d'eau restante pour la reconstruction des pensions au détriment de la consommation en tant que besoin primaire, en particulier au moment de la saison sèche.

De plus, l'absence d'aide financière et logistique de l'État est aussi à l'origine de maux contraires à une démarche durable. Par exemple, sans plan d'urbanisme viable, on assiste à une occupation anarchique de l'espace par les populations. Au lieu de construire des bâtiments respectueux du paysage, des hôtels de grande taille ont été réalisés, dont certains sur plusieurs étages, ce qui est inadapté en contexte sismique. Le plus grand d'entre eux (capacité supérieure à 20 chambres) a été construit directement sur la lave seulement 5 mois après la fin de l'activité éruptive. Or, en se refroidissant, la lave se contracte ce qui entraîne une déformation du sol, à l'origine de fissures sur l'ensemble du bâtiment, qui menace aujourd'hui de s'effondrer.

Au lieu de réaliser des constructions solides, bâties selon les normes parasismiques, les maisons sont construites dans la précipitation, souvent avec des matériaux de mauvaise qualité. Cet investissement avec un minimum de temps dans la construction des édifices s'explique notamment par la hâte des sinistrés à se réinstaller pour retrouver une stabilité résidentielle et économique, synonyme de sécurité. La pauvreté de l'investissement financier peut s'expliquer à la fois par le manque de ressources économiques disponibles, et par la crainte d'une nouvelle destruction de leurs biens, soit par l'État (lié à l'interdiction gouvernementale de construire dans la caldera), soit par une future éruption.

L'absence de collecte des ordures ménagères génère également son lot de nuisances olfactives et visuelles sur l'environnement. Les déchets de toutes sortes envahissent les abords du village et débordent des poubelles (**photo 11**). Sur Facebook, Danilo Fontes se fait porte-parole du mécontentement général des habitants qui « demandent à la mairie de Santa Catarina de créer des solutions durables pour Chã, qui constitue encore et toujours le haut lieu du tourisme à Fogo, recevant plus de visiteurs que n'importe quelle autre localité de l'île » (profil Facebook Dom Danillon, décembre 2016).

Des inégalités de résilience entre les plus pauvres et les plus aisés

Le renouveau du village véhicule l'idée d'une capacité de changement et d'adaptation émanant des populations locales, mais en examinant les différences au niveau intracommunautaire, le tableau apparaît bien plus nuancé et aussi bien plus sombre. Les populations les plus aisées du village avant l'éruption, qui avaient les moyens pour investir dans des biens fonciers importants, sont ceux qui, dans l'absolu, ont subi les pertes les plus lourdes. Or de manière relative, les pertes subies par les plus pauvres ont eu un impact sur leur survie économique beaucoup plus important que pour les plus riches, qui parviennent plus rapidement à se relever. Les moyens d'existence des plus pauvres, peu robustes, se traduisaient par des stratégies de subsistance qui ne leur permettaient pas de s'appuyer sur une capacité d'épargne au lendemain de l'éruption, contrairement aux plus riches qui ont pu ainsi encaisser le choc.

Il ne s'agit pas uniquement d'une question de pauvreté ou de richesse, mais aussi d'assignation sociale au sein de la communauté et de la famille. Par exemple, les femmes ont davantage eu tendance à rester au village de relogement pour s'occuper des personnes âgées et/ou des enfants, comme D. Montrond, 54 ans, agricultrice, qui ne peut pas rentrer à Chã travailler la terre car elle doit veiller sur ses deux parents malades, tandis que ses nombreux frères ont pu eux s'en affranchir. Elle craint également les vols car sa maison de relogement à Achada Furna ne ferme pas à clé, et l'argent lui manque pour l'achat de serrures.

Il existe aussi des différences importantes en fonction de la localisation du village de relogement, en termes de distance, de temps et de coût du trajet. Par exemple, il faut deux jours en bus aux personnes qui ont été relogées à Mosteiros, contre 40 minutes seulement à celles relogées à Achada Furna pour se rendre à Chã. Enfin, très peu de personnes âgées sont retournées vivre au village. Plus abattues, elles disent ne plus avoir la force de retourner vivre à Chã et repartir de zéro, comme Verta Fernandes, 86 ans, relogée à Monte Grande, qui explique : « Moi je ne vivrai plus là-bas, je n'ai plus la force. Mais les jeunes, ceux qui travaillent dans le tourisme, eux, ils ont un avenir là-haut ! » (entretien V. Fernandes, décembre 2014).

Quelle qu'en soit la cause (pauvreté, assignation sociale, âge), cette incapacité à retourner au village a des conséquences directes sur la santé

photo 11 : Le problème des ordures à Chã das Caldeiras (cliché : D. P. Fontes, décembre 2016).

psychologique, économique et physique des sinistrés. Jusqu'en juin 2016 (fin de la distribution de l'aide de base), certains ont été fréquemment contraints de vendre une partie des produits de l'aide extérieure qu'ils recevaient pour s'alimenter ou se soigner correctement, se privant ainsi de produits de première nécessité.

La marginalisation croissante d'une partie de la population sinistrée a eu tendance à s'accroître pendant et après l'éruption, une partie des victimes étant incapable de se relever de la crise, ce qui a eu au final pour effet d'aggraver les inégalités socio-économiques au sein de la communauté (Quarantelli et Dynes, 1972; Cuny, 1983; Wisner, 1993; Blaikie et al., 1994). Alors qu'à Chã, les plus riches profitent actuellement de la croissance touristique post-éruptive, dans les villages de relogement, les plus pauvres restent bloqués en marge de la reprise économique. Sans en être conscients, les touristes, émus par le paysage de désastre de la caldera et le « courage » de ceux qui reconstruisent, participent eux aussi à renforcer ces inégalités, en se montrant particulièrement généreux envers leurs hôtes, sans soupçonner qu'à quelques kilomètres de là se déroule une tragédie silencieuse, ce que l'on pourrait appeler une catastrophe négligée (Gaillard, Wisner, & Nava, 2014). Ce regain économique rapide de quelques privilégiés, dont les ressources préalables à l'éruption leur ont permis d'entrer dans le cercle vertueux de la résilience, excite la jalousie des laissés-pour-compte, qui questionnent l'origine de cette injustice encouragée ou ignorée. Beaucoup sont convaincus que ces nouvelles constructions ont été réalisées grâce au détournement des fonds donnés destinés à l'origine à l'ensemble des habitants du village, notamment via plusieurs projets de *crowdfunding*.

Conclusion générale

Les acteurs institutionnels cap-verdiens aux différentes échelles d'action ont ainsi instrumentalisé la notion de résilience au lendemain de l'éruption de 2014-2015, reprenant les définitions et principes issus des grands cadres internationaux. Ce concept leur permet de légitimer les efforts portés par les populations, en termes de prévention, d'évacuation et de reconstruction. Cela s'est traduit par un soutien limité aux évacuations des biens, et par l'absence d'accompagnement efficace à une reprise économique des habitants. Or, en hissant ces derniers au rang de modèle de courage et de dignité, en glorifiant leur sang-froid et leur capacité de réponse collective face à la menace volcanique considérée comme partie intégrante de leur vie, de leur identité, l'État se justifie de son désengagement et de son refus d'aider à la reconstruction du village. Celle-ci est d'ailleurs largement pensée comme le résultat de l'attachement culturel obstiné des populations locales à leur territoire, et non comme une nécessité de survie économique. Il en résulte un processus de reconquête de la caldera complètement autonome et de fait anarchique et non régulé.

Nombreux sont les curieux, journalistes, étudiants ou chercheurs, à venir demander à Fausto Rosario, l'un des principaux spécialistes de Chã das Caldeiras, si les gens de Chã sont plus courageux que les autres. Ce professeur d'histoire et de culture cap-verdiennes s'insurge : « Les gens de Chã ne sont pas plus courageux ou plus aventuriers, ce n'est rien de tout ça. Il s'agit d'endroits où l'agriculture peut être pratiquée toute l'année, sans interruption grâce aux précipitations et à l'humidité plus importante que dans le reste de l'île » (entretien Fausto Rosario, avril 2016).

Ainsi, ce retour d'une partie des réfugiés ne doit pas être interprété comme un défaut de perception des risques encourus, ni comme une amnésie des catastrophes passées, un excès de témérité ou une méconnaissance des lois. Il doit s'envisager comme la résultante de fortes contraintes socio-économiques en l'absence d'alternative durable dans les villages de relogement, qui les poussent à revenir à Chã. Le déplacement des populations dans le but de réduire leur exposition apparaît alors comme une mesure inadaptée, puisqu'elle ignore les causes socio-économiques profondes de la vulnérabilité des populations (Wisner, 2004). Les résultats de cet article corroborent ceux de nombreuses recherches effectuées sur les risques ailleurs dans le monde qui remettent en cause l'approche technocratique « *top-down* » de la réduction des risques focalisée sur l'aléa (Gaillard, 2007 ; Texier, 2009). Celles-ci prônent le maintien des populations dans les zones exposées, en s'appuyant sur des plans de prévention adaptés au contexte, en prenant en compte la pluralité des activités économiques et en valorisant les savoirs locaux, conçus avec les experts scientifiques, les acteurs institutionnels nationaux et locaux, et les populations.

Dans le cas de Fogo, l'utilisation de la notion de résilience, « dont le sens positif véhicule l'idée d'une capacité de changement et d'adaptation émanant des populations locales » (Metzger & Peyroux, 2016, p. 4), loin de modifier la manière de concevoir les risques volcaniques et de mener à accompagner les habitants dans la reconstruction de leur village, demeure

strictement instrumentale. En effet, les autorités sont les premières à dire qu'il s'agit d'un cas exemplaire de résilience locale, mais ne modifient ni leur pensée, ni leur action pour l'accompagner, voire au contraire, poursuivent leur désengagement de la gestion de ce territoire rural vulnérable face aux menaces volcaniques. Soi-disant partagée par l'ensemble des habitants, cette capacité de « résilience » relève d'une obligation, d'une injonction à laquelle ne peuvent pas répondre celles et ceux qui sont bloqués dans les villages de relogement, sans perspective de futur. Injonction qui rend coupables ces derniers, incapables de rebondir. Injonction qui divise et renforce les inégalités au sein de la communauté.

Ce creusement des inégalités n'est pas sans impact sur les jeux de pouvoir, devenus plus violents qu'avant la catastrophe. Les quelques familles réinstallées les plus riches, « profitent » en quelque sorte de l'impossibilité des plus pauvres à remonter, et risquent de se réapproprier progressivement l'ensemble des terrains restants à bas prix. En l'absence de contrôle étatique, se pose également le problème de l'administration des tensions entre habitants pour récupérer les quelques maisons exploitables et non occupées. La catastrophe de Fogo est en train d'aboutir à une restructuration profonde du tissu social. Il apparaît pertinent de s'interroger sur l'évolution des modalités d'entraide en tant que ressource traditionnelle centrale de cette communauté, dans ce contexte de montée en puissance des rivalités et des conflits.

Références bibliographiques

- Faria B., Fonseca J., (2014).** Investigating volcanic hazard in Cape Verde Islands through geophysical monitoring: network description and first results, in *Natural Hazards and Earth System Sciences*, 15.
- Gaillard J.-C., (2007).** Resilience of traditional societies in facing natural hazards. *Disaster Prevention and Management*, 16 (4), p. 522-544.
- Gaillard J.-C., Wisner B., Nava B., (2014).** Petites catastrophes et réduction des risques, *Humanitaires*, 60-69.
- Harsono A., (1999).** Les spoliés de Jakarta, *Le Courrier de l'Unesco*, juin, p. 26-28.
- Holle A., Sarrazin C., (2016).** La place des réseaux d'entraide interpersonnels nord-sud dans le processus de reconstruction post-catastrophe : l'exemple du séisme du printemps 2015 au Népal, Lille, ATM.
- Lavigne F., De Belizal E., (2010).** Les effets géographiques des éruptions volcaniques, *Echogéo*.
- Lesourd M., (2005).** La diaspora cap-verdienne et son rôle dans l'archipel du Cap-Vert, *Les migrants et la démocratie dans les pays d'origine*, juillet, 52-65.
- Leone F., (2007).** Caractérisation des vulnérabilités aux catastrophes « naturelles » : contribution à une évaluation géographique multirisque (mouvements de terrain, séismes, tsunamis, éruptions volcaniques, cyclones), Mémoire d'habilitation à diriger des recherches (HDR), section 23 (Géographie), Université Paul Valéry, Montpellier III, laboratoire GESTER.
- Medina do Nascimento J., Moreno-Medina C., N. Rodrigues A., Dinis H., (2016).** The Human Mobility as Strategy Facing the Volcanic Risks: The Case of Ilha do Fogo (Cape Verde), in J. Domínguez-Mujica, *Global Change and Human Mobility*, États-Unis, Springer, p. 323-345.
- Metzger P., Peyroux E., (2016).** Comment la résilience s'impose à la pensée et à l'action : Usage rhétorique et effets politiques dans la planification urbaine à Johannesburg et la gestion des risques au Rwanda, Lille, ATM.
- Morin J., (2012).** Gestion institutionnelle et réponses des populations face aux crises volcaniques : études de cas à La Réunion et en Grande Comore, École Doctorale Sciences Technologies Santé UMR CNRS IGP 7154, thèse de doctorat, 460 p.
- Nunes A., (2015).** Chã das caldeiras – História, cultura & potencialidades – 1912-2014.
- PDNA R., (2015).** 2014-2015. Avaliação das Necessidades Pós- Desastre (PDNA). Erupção vulcânica no fogo, Governo de Cabo Verde, UNPD, FAO, UNICEF, Praia.
- Perez-Torrado F. J. & al., (2015).** La erupcion de Fogo (Cabo-Verde) : ¿cómo convivir con un volcanismo muy activo en una isla pequeña?, *Enseñanza de las Ciencias de la Tierra*, 122-125.
- Ribeiro O., (1954).** A Ilha do Fogo e as suas erupções, *Memórias: Série geográfica*, J. d. Ultramar Éd., Lisbonne, Portugal.
- Sainte-Claire Deville C., (1848).** Études géologiques sur les îles de Ténériffe et de Fogo, suivi d'une Statistique abrégée des îles du Cap-Vert et d'une Notice bibliographique, Paris, France, Gide.
- Texier P., (2009).** Vulnérabilité et réduction des risques liés à l'eau dans les quartiers informels de Jakarta, Indonésie, *Réponses sociales, institutionnelles et non institutionnelles*, Université Paris Diderot, Paris 7, Thèse de doctorat, 460 p.
- Wisner B., (1993).** Disaster vulnerability: scale, power, and daily life, *Geojournal*, 30 (2), p. 127-140.
- Wisner B., Blaikie P., Cannon T., Davis I., (2004).** *At Risk, Natural hazards, people's vulnerability and disasters*, Routledge Éd.
- Wisner B., Pelling M., (2009).** Disaster risk reduction: cases from urban Africa, Earthscan Ltd, 200 p.

Lave cordée au Pico de Fogo (cliché : Ji-Elle, 2012, Wikimedia commons).

Cratère se trouvant au
sommet du cône volca-
nique du Pico do Fogo,
sur l'île de Fogo dans
l'archipel du Cap-Vert
(crédit : David Trainer,
2009, flickr).